

Richard FERRAND
Député du Finistère
Conseiller régional de Bretagne

Le 16 octobre 2013

Communiqué

Un pacte d'avenir pour la Bretagne

Suite à la réunion d'urgence qui rassemblait une douzaine de ministres du Gouvernement, le Premier Ministre Jean-Marc Ayrault vient d'annoncer les principales mesures, à court et à moyen terme, envisagées pour venir en aide au secteur agroalimentaire particulièrement touché dans notre région.

Des mesures d'urgences ont été annoncées, notamment le déblocage de 15 millions d'euros pour les entreprises les plus fragilisées et la création d'un comité de pilotage pour la mise en œuvre de ce pacte, composé de hauts fonctionnaires spécialisés dans les domaines de l'agroalimentaire et de l'agriculture. Ce comité sera présidé par Gilles Ricono, ancien directeur général des services de la Région Bretagne.

Le Premier Ministre a également assuré que chaque salarié licencié serait accompagné personnellement par la mise en place d'un contrat de sécurisation professionnelle renforcé garantissant le versement de 97 % du salaire net pendant un an.

Le Gouvernement a aussi appelé l'ensemble des forces vives, et particulièrement les entreprises de la région, à se mobiliser pour favoriser le retour à l'emploi du plus grand nombre. Il a également annoncé la reprise par la Communauté de communes de Landivisiau du site de l'abattoir Gad de Lampaul-Guimiliau, afin de permettre et de faciliter la réindustrialisation.

Le Premier Ministre a demandé l'accélération de la mise en place du contrat de plan État-Région qui devrait également permettre de simplifier les procédures d'installation et de régularisation dans le domaine de l'élevage. Il a aussi annoncé le déblocage de 100 millions d'euros pour achever les travaux de mise à deux fois deux voies de la RN 164.

La mobilisation est générale à tous les niveaux de l'État, le Préfet de Région est chargé de mener une large concertation avec tous les acteurs afin d'imaginer l'avenir de l'agroalimentaire breton. Jean-Marc Ayrault a également appelé tous les ministres présents à cette réunion de crise à se rendre en Bretagne dès que possible afin d'expliquer les mesures prises.

Enfin, le Premier Ministre a affirmé que *« L'État n'abandonne personne, c'est sa responsabilité de tout mettre en œuvre pour préserver l'emploi et créer de nouvelles perspectives. »*

Le Gouvernement a donc pris toute la mesure de la gravité de la situation. La mobilisation doit être générale, je m'y emploie à chaque instant auprès des ministres, avec mes collègues députés et élus, des salariés et de leurs représentants... pour redonner un meilleur avenir économique à notre région.

Richard FERRAND